

## L'Église persécutée dans l'actualité

1. Malaisie : le projet de loi sur la charia bloqué... pour le moment
2. Mexique : les meurtres et les enlèvements de chrétiens augmentent
3. Myanmar : pas de solution politique pour les chrétiens

-----

### 1. Malaisie : le projet de loi sur la charia bloqué... pour le moment



Palais de Justice de Putrajaya en Malaisie

S'agit-il d'une tactique électorale pour rallier les voix des minorités, en particulier celles des chrétiens, aux prochaines élections ? Le gouvernement malaisien a étonnamment retiré son soutien à un projet de loi qui avait pour but de modifier la Constitution.

Ce projet, d'initiative parlementaire, visait à introduire le droit pénal de

la charia dans des États fédéraux comme le Kelantan. Le soutien initial du gouvernement à ce projet, proposé par un député de l'opposition, avait provoqué un tollé au sein de la coalition au pouvoir Barisan Nasional. Cependant, même si cet amendement est bloqué pour le moment, l'introduction de la charia au droit pénal plane encore comme une menace en fonction des résultats des prochaines élections.

### 2. Mexique : menaces contre les prêtres en augmentation

Ces 4 dernières années, la violence contre les églises s'est aggravée. 17 attaques contre des prêtres catholiques ont été signalées depuis 2012 et plus de 80% d'entre eux sont impunies. Les prêtres catholiques sont une cible de prédilection de la part des organisations criminelles au Mexique.

Le 24 mars 2017, le prêtre catholique indigène, Felipe Altamirano Carrillo, a été tué dans l'État de Nayarit. Le 4 avril 2017, Alejandro Solandine, un autre prêtre catholique, a été menacé de mort. En outre, des négociations sont en cours avec les ravisseurs du prêtre catholique, Oscar Lopez Navarro, pour obtenir sa libération.

En moyenne, 170 personnes sont tuées chaque mois dans l'État de Guerrero. Face à l'inertie du gouvernement, l'évêque Salvador Rangel Mendoza a personnellement initié une série de discussions avec les dirigeants du monde du crime.

### **3. Myanmar : pas de solution politique pour les chrétiens**

Aucune amélioration n'est en vue pour les minorités chrétiennes dans les États de Kachin et Shan : les combats se poursuivent sans relâche et la situation humanitaire est déplorable.

Le 31 mars 2017, Aung San Suu Kyi a rencontré des dirigeants des églises baptiste et catholique de l'État de Kachin, mais n'a pas été en mesure de proposer de solution au conflit. Le leader bouddhiste extrémiste, U Wirathu, responsable d'attiser ce conflit, s'est vu tout de même infliger l'interdiction de prêcher pendant un an.

La plupart des espoirs que les citoyens avaient placés en Aung San Suu Kyi et son gouvernement ont été déçus et voire anéantis. L'objectif principal de réconciliation et d'élaboration d'accords de paix avec les insurgés ethniques, semble plus éloigné que jamais après un an de pouvoir. À noter que l'armée du Myanmar occupe encore un quart des sièges parlementaires et les ministères les plus importants.